

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE ET PROGRESSISTE DANS UN ENVIRONNEMENT HOSTILE

par Rosa Balfour

Dans un monde fragile, dénué d'alliances internationales fortes et durables, le débat sur l'« autonomie stratégique » de l'Europe acquiert une nouvelle résonance, mais il ne devrait ni éclipser ni cimenter les atouts internationaux uniques de l'UE dans l'économie mondiale et l'ordre multilatéral. Il sera essentiel de travailler avec des réseaux mondiaux pour promouvoir des normes et les biens publics, afin de repousser les assauts du nationalisme, la montée de la géopolitique et le transactionnalisme.

Quelles politiques de #sécurité et de défense pour l'autonomie stratégique de l'UE ? Vers une politique étrangère européenne et progressiste @RosaBalfour



se mettre d'accord sur un tel niveau d'autonomie stratégique, il faudrait à l'Europe une génération pour peser sur la scène mondiale.

L'« autonomie stratégique » et la « complémentarité avec l'OTAN » sont généralement citées dans la même phrase lors des débats européens. Le dernier exemple doctrinal en date en est la stratégie globale de l'UE publiée en juin 2016. Cette association reflète la nécessité pour l'Europe de s'appuyer sur sa relation transatlantique pour sa sécurité et la défense de son territoire, ce qui lui donne aussi la possibilité de réaliser sa politique étrangère. L'élargissement de l'UE en Europe centrale après la guerre froide – sa plus grande réussite en matière de politique étrangère –, réalisé en parallèle avec l'expansion de l'OTAN, atteste de ce lien.

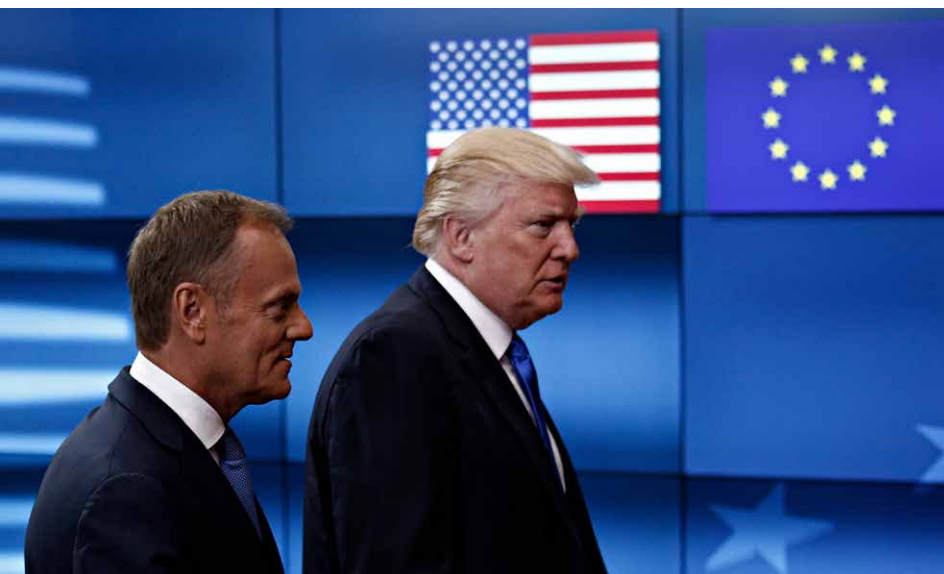
Depuis fin 2016, les chevaux de bataille du président américain en matière de politique extérieure portent directement ou indirectement préjudice à la sécurité de l'Europe.

Qu'il s'agisse de l'insistance sur un meilleur partage des charges, de l'action des États-Unis au Moyen-Orient, ou encore de leurs différends commerciaux avec la Chine, les politiques américaines actuelles menacent la sécurité de l'Europe, déjà mise à mal par l'action de la Russie en Europe orientale et au Moyen-Orient.

Les dirigeants européens commencent à se demander si la relation transatlantique devrait être préservée à tout prix, ou si l'Europe devrait commencer à s'en émanciper. Le débat sur l'« autonomie stratégique » sous-tend les récents efforts déployés dans le domaine de la sécurité et de la défense. Ce concept désigne la capacité à prendre et à mettre en œuvre des décisions en matière de défense, à conduire des opérations militaires de manière autonome, et à avoir les capacités industrielles de le faire. Même si l'on arrivait à

L'importance donnée aujourd'hui au concept d'autonomie stratégique répond à l'insécurité ressentie par certaines sociétés européennes. Sur la scène internationale, en revanche, l'UE a moins de problèmes de légitimité, car elle a de meilleures chances de développer une autonomie politique qui correspond à son histoire et à son identité internationale. Le débat récent sur la souveraineté économique aborde pour la première fois le degré auquel l'UE peut utiliser, sur le plan politique, certains de ses outils économiques et financiers – notamment l'euro, en tant que devise internationale. Après tout, l'UE et ses États membres constituent toujours le plus grand bloc commercial et les plus grands bailleurs de fonds au monde.

Au niveau multilatéral, l'UE évolue dans un environnement de plus en plus hostile, mais



elle reste le meilleur espoir pour l'application de principes universels tels que les droits de l'homme et l'état de droit, qui sous-tendent la résilience de ce système multilatéral. Nouer des partenariats avec d'autres pays et acteurs à travers le monde afin de repousser les attaques contre l'ordre international est devenu la priorité.

Si la voie à suivre semble claire, atteindre l'objectif ne sera pas une mince affaire. La logique d'une action collective pour l'UE semble évidente – la « politique d'échelle », ou être plus forts ensemble que séparément – mais historiquement, elle reste difficile à mettre en œuvre. Les multiples menaces et risques à la porte de l'UE n'ont que très peu réduit le fossé stratégique qui continue de miner le continent, et la montée de la droite radicale populiste commence à mettre en péril les politiques extérieures européennes existantes, sans parler du niveau d'ambition plus élevé souhaité.

Reste également à déterminer comment les amis et les partenaires de l'Europe à travers le monde réagiront à sa recherche d'une plus grande autonomie sur le plan politique, économique et stratégique. La vision qu'a l'UE du monde, selon laquelle elle joue le rôle de « force du bien », n'est pas acceptée par tous. Après tout, cette posture éthique a également été rendue possible par l'appartenance de l'UE à un Occident stable et hégémonique.

“

Si l'Europe souhaite interagir avec le reste du monde tout en renforçant son identité stratégique, elle va devoir mener une réflexion de fond

”

Si l'Europe souhaite interagir avec le reste du monde tout en renforçant son identité stratégique, elle va devoir mener une réflexion de fond. En ne cédant pas à la critique facile, selon laquelle le réalisme et la géopolitique rendent les principes du multilatéralisme caducs et sont garants de politiques sans compromis, l'Europe devrait utiliser ses atouts, lesquels sont irrémédiablement à chercher dans le multilatéralisme et la coopération. Le changement climatique, la prévention des conflits et la médiation, ainsi qu'un système commercial international libre et plus équitable font partie des avantages sur lesquels l'UE peut concrètement miser à l'échelle mondiale.

Pour ce faire, elle doit faire preuve de souplesse dans ses interactions avec les autres acteurs internationaux, et se concentrer davantage sur des réseaux à différents niveaux, notamment avec la société civile, plutôt que sur les partenariats traditionnels entre gouvernements, dont certains ont perdu de leur innocuité ou de leur utilité. L'UE devra faire preuve d'humilité pour se mettre à l'écoute des visions non européennes du monde, et de pragmatisme pour trouver les bonnes stratégies et les voies à emprunter.

Enfin, si l'Europe souhaite que son histoire de prospérité, de démocratie et de paix puisse encore parler au reste du monde, elle doit également réfléchir à la durabilité mondiale de la protection sociale, sortir les politiques progressistes des frontières nationales et s'engager dans un débat plus international et ouvert sur les biens publics.



> AUTEUR

Rosa Balfour est chargée de recherche sur les questions transatlantiques au German Marshall Fund of the United States et membre du Comité directeur de WIIS Brussels (Women in International Security). Ses domaines d'expertise sont les politiques, les institutions et la politique étrangère et de sécurité européennes, ainsi que les relations internationales. Elle a un doctorat en relations internationales de la London School of Economics and Political Science.